



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

Accord-cadre services de conseil et d'accompagnement en communication de crise pour le ministère de la Justice

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application du code de la commande publique

A lire attentivement en vue de la remise d'une offre

Numéro de consultation : **MINJU/DSJ_2025-003**

DATE ET HEURE LIMITES DE DÉPÔTS DES OFFRES : LUNDI 19 JANVIER 2026 À 12h30

Tous les échanges effectués pendant la consultation seront dématérialisés et se feront via la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) accessible sur www.marches-publics.gouv.fr en libre d'accès.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer les dossiers des consultations, poser des questions, répondre à une consultation par voie électronique, et être tenus informés de son résultat.

Le dossier de consultation fourni aux entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement et est composé des pièces suivantes :

1. Le présent règlement de consultation (RC) ;
2. L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE valant CCP)*
3. Le cadre de mémoire technique* ;
4. Le cadre de bordereau de prix* ;

*** documents à remplir obligatoirement, à dater et à signer pour la remise d'une offre**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 - OBJET ET PÉRIMÈTRE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
3.1 Modalités de réponse en groupement momentané d'entreprises.....	4
3.2 Modalités de réponse avec les capacités de sous-traitants.....	5
3.3 Prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que des co-traitants ou des sous-traitants	5
ARTICLE 4 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – QUESTIONS POSEES PAR LES CANDIDATS	5
ARTICLE 5 - MODIFICATIONS DE DETAILS DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 6 - CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	6
ARTICLE 7 - OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT d'UN QUESTIONNAIRE SUR LA DIVERSITE ET L'EGALITE HOMMES-FEMMES AVANT LA NOTIFICATION DU MARCHE	7
ARTICLE 8 - DESCRIPTION DE LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES	7
8.1 Délai de validité des offres	7
8.2 Date et heure limites de réception - ouverture et vérification des dossiers remis	7
8.3 Examen des candidatures	7
8.4 Examen des offres - demande de clarifications et de précisions des offres	8
8.5 Critères de jugement des offres pour l'attribution de l'accord-cadre	8
8.6 Méthode de notation des offres.....	8
ARTICLE 9 - CONTENU ATTENDU DES DOSSIERS DE REPONSE	9
9.1 Pièces à remettre par le candidat.....	9
9.2 Précisions sur la signature des documents remis dans l'offre	9
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES.....	10
10.1 Modalités de transmission des offres.....	10
10.2 informations relatives à la dématérialisation des offres	10
10.3 Informations relatives à l'envoi d'une copie de sauvegarde	11
ARTICLE 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	12

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère de la Justice
DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES
13, place Vendôme
75042 PARIS CEDEX 01

Représenté par le garde des Sceaux, ministre de la Justice, agissant pour le compte de l'État, et par la personne représentant la direction des services judiciaires, pouvoir adjudicateur :

Directeur des services judiciaires, habilité à signer l'ensemble des actes, à l'exception des décrets, au nom du garde des Sceaux, ministre de la Justice, par décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005, paru au journal officiel de la République Française (JO) du 28 juillet 2005.

Entité responsable de l'achat : Ministère de la Justice, Sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance - Bureau du pilotage des frais de justice (FIP4) - pôle achats.

ARTICLE 2 - OBJET ET PÉRIMÈTRE DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre pour la réalisation de services de conseil et d'accompagnement en communication en période de crise au profit des juridictions du ministère de la Justice (cours d'appels, tribunaux dont les parquets spécialisés).

Les juridictions pourront avoir recours aux prestations suivantes avec une obligation de la part du titulaire de la mise en œuvre d'une organisation mobilisable 24heures/24 et 7jours/7 :

- Dans le cadre d'un forfait 1 : une prestation de veille et d'analyse des médias et des réseaux sociaux en lien avec la crise pendant une durée de 24h00 ;
- Dans le cadre d'un forfait 2 : une prestation de veille et d'analyse des médias et des réseaux sociaux en lien avec la crise couplée à une prestation de conseils stratégiques pour la mise en œuvre d'une communication de crise, pendant une durée de 48h00 (*sans accompagnement opérationnel pour la mise en œuvre d'une conférence de presse*) ;
- Dans le cadre d'un forfait 3 : une prestation de veille et d'analyse des médias et des réseaux sociaux en lien avec la crise couplée à une prestation de conseils stratégiques pour la mise en œuvre d'une communication de crise et incluant un accompagnement opérationnel pour la mise en œuvre d'une conférence de presse, pendant une durée de 72h00 ;
 - Avec la possibilité de poursuivre les prestations initiales par les prestations suivantes :
 - OPTION 1 : poursuivre les seules prestations de veille et d'analyse des médias et des réseaux sociaux en lien avec la crise par tranche(s) de demi-journée(s) ;
 - OPTION 2 : poursuivre la prestation de veille et d'analyse des médias et des réseaux sociaux en lien avec la crise, couplée à une prestation de conseils stratégiques pour la mise en œuvre d'une communication de crise (sans accompagnement opérationnel pour la mise en œuvre d'une conférence de presse) par tranche(s) de 24h00 ;
 - OPTION 3 : poursuivre la prestation de veille et d'analyse des médias et des réseaux sociaux en lien avec la crise, couplée à une prestation de conseils stratégiques pour la mise en œuvre d'une communication de crise et en incluant un accompagnement opérationnel pour la mise en œuvre d'une conférence de presse par tranche(s) de 24h00 ;

- et, en supplément des forfaits et/ou des options : des prestations ponctuelles d'organisation matérielle d'une conférence de presse, qui peuvent être commandées individuellement le cas échéant :
 - Invitations et relances presse ;
 - Prise en charge logistique d'une conférence de presse (forfait comprenant la présence d'un technicien sur site et les équipements et moyens nécessaires à l'organisation d'une conférence de presse sur le site concerné :
 - Fond de scène,
 - Pupitre sonorisé,
 - Boitier presse,

L'accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute à bons de commande pour un montant maximum annuel de 150 000 euros HT et de 180 000 euros TTC.

Les prestations devront être exécutées sur l'ensemble du territoire français : Métropole, Corse, territoires d'Outre-mer (Mayotte, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Martinique, Polynésie Française) et collectivités d'Outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre et Miquelon, Wallis et Futuna).

La description des prestations attendues par la DSJ et les conditions de leur exécution sont définies dans l'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE valant CCP) et dans le bordereau des prix joints dans le dossier de consultation mis en ligne sur la plate-forme PLACE.

L'estimation annuelle pour 2026 des prestations qui seront commandées, non contractuelle, est donnée, à titre d'information et en vue de l'analyse des offres, dans le cadre de bordereau de prix fourni dans le dossier de consultation.

Le dispositif d'intervention prévu par les candidats pour la réalisation des prestations doit être présenté et détaillé dans le cadre de mémoire technique fourni dans le dossier de consultation.

Dans ce cadre de réponse, à remettre obligatoirement dans leur offre, les candidats doivent décrire l'organisation et les moyens qu'ils s'engagent à mettre en œuvre en cas d'attribution du marché, complété, le cas échéant, par tout élément utile pour étayer les réponses (organigrammes, attestations, chartes...).

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Modalités de réponse en groupement momentané d'entreprises

Une entreprise candidate peut présenter son offre en groupement momentané avec une ou plusieurs autre(s) entreprise(s) pour se répartir la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Toutefois, les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises : chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme dématérialisée du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

3.2 Modalités de réponse avec les capacités de sous-traitants

Une entreprise peut présenter son offre en présentant un ou de plusieurs sous-traitants au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance dans les conditions suivantes :

- **1ère option : cas d'une candidature remise sous la forme dématérialisée du DUME :**
 - Si le candidat s'appuie sur les capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants pour faire acte de candidature : il renseigne le DUME établi pour le compte de son entité, et fournit pour chacun de ses sous-traitants un formulaire DUME distinct par sous-traitant et dûment signé par chacun, contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.
 - Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature, mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché : il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.
- **2nde option : cas d'une candidature remise sous la forme dématérialisée hors DUME :**

Dans ce cas, le candidat doit cumulativement :

- Présenter, par sous-traitant, le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance¹ téléchargeable sur le site du Ministère de l'Economie et comportant l'indication des renseignements relatifs à la candidature énoncés à l'article 9.1 ci-dessous ;
ET :
- Justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants présentés pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de chaque sous-traitant présenté.

3.3 Prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que des co-traitants ou des sous-traitants

Une entreprise candidate peut présenter son offre en demandant, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques intervenants dans le cadre des prestations attendues, mais sans avoir la qualité de cotraitants ou de sous-traitants.

Dans ce cas, le candidat doit :

- Justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements de l'opérateur relatifs à la candidature énoncés à l'article 9.1 ci-dessous ;
ET
- Justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant également un engagement écrit de l'opérateur.

ARTICLE 4 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – QUESTIONS POSEES PAR LES CANDIDATS

Les candidats peuvent faire parvenir des questions sur la consultation sur la plate-forme PLACE via le bouton « déposer une question » sur la consultation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

avant la date et heure limite suivante : Vendredi 09 janvier 2026 à 12h30

¹ Les formulaires DC sont disponibles sur le site internet du ministère chargé de l'économie à l'adresse suivante : [Les formulaires de déclaration du candidat | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique](#)

Les éventuels renseignements complémentaires seront communiqués de manière identique et dans les mêmes conditions à tous les concurrents qui en font la demande en temps utile. A défaut de communication des réponses par l'administration au moins six jours avant la date limite de remise des offres (soit avant le mardi 13 janvier 2026 à 12h30), le délai de remise des offres sera prolongé en conséquence.

Les concurrents ayant remis leurs offres avant la réception des renseignements complémentaires pourront déposer, avant la date limite de remise des plis éventuellement prolongée, de nouvelles offres annulant, complétant ou modifiant les précédentes.

Ces nouvelles offres devront être déposées dans les mêmes conditions que les offres initiales.

ARTICLE 5 - MODIFICATIONS DE DETAILS DE LA CONSULTATION

L'acheteur peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard 06 jours avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier sur la plate-forme PLACE. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié par le ministère de la justice sur PLACE.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

ARTICLE 6 - CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le ministère de la Justice a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique pour l'exécution du marché : l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause est applicable au lot unique de cet accord-cadre.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, un dispositif d'accompagnement est mis en œuvre par :

Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)
18 rue Goubet
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. **Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.**

ARTICLE 7 - OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT D'UN QUESTIONNAIRE SUR LA DIVERSITE ET L'EGALITE HOMMES-FEMMES AVANT LA NOTIFICATION DU MARCHE

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ».

Dès lors, le candidat dont l'offre sera sélectionnée (titulaire du marché) devra impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous après la notification du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Le questionnaire devra également être renseigné en fin d'exécution du marché.

ARTICLE 8 - DESCRIPTION DE LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

La procédure est ouverte : tout candidat ayant retiré un dossier de consultation peut remettre une offre.

8.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. Si, passé ce délai, le soumissionnaire n'indique pas qu'il renonce à son offre, ce délai est reconduit pour une période égale à la précédente.

8.2 Date et heure limites de réception - ouverture et vérification des dossiers remis

Seuls peuvent être ouverts les dossiers qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des plis mentionnées en page de garde.

Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

A l'issue de l'ouverture des plis, si le ministère de la Justice constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

8.3 Examen des candidatures

A l'issue de l'examen des candidatures, le ministère de la Justice éliminera :

- Les candidats en période d'observation dans le cadre d'un redressement judiciaire ;
- Les candidats en redressement judiciaire dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;

- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le ministère de la Justice de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces attendues listées dans l’avis d’appel public à la concurrence ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

8.4 Examen des offres - demande de clarifications et de précisions des offres

Après examen des offres, le ministère de la Justice pourra demander aux candidats des compléments, clarifications ou précisions concernant la teneur de leurs offres pour s’assurer de la bonne compréhension de celles-ci mais il ne pourra y avoir aucune négociation.

Les candidats seront tenus de répondre aux sollicitations du ministère par courriel via la plate-forme de dématérialisation PLACE.

8.5 Critères de jugement des offres pour l’attribution de l’accord-cadre

Le choix des offres régulières sera effectué au regard des critères et des sous-critères suivants :

	Critères et sous-critères de l’accord-cadre	Pondération des critères et sous-critères
1	Qualité du dispositif d’intervention prévu par le candidat pour la réalisation des prestations <i>L’examen de ce critère se fera au regard des éléments suivants apportés dans le mémoire technique remis <u>obligatoirement</u> par les candidats dans leur offre au regard des 2 sous-critères suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> - Qualité de l’équipe dédiée (compétences et organisation) ; - Méthodes, outils et moyens utilisés pour la réalisation des prestations. 	60% 30% 30%
2	Prix <i>L’examen de ce critère se fera au regard du Bordereau de Prix remis <u>obligatoirement</u> par les candidats dans leur offre mais également du quantitatif estimatif fourni dans le bordereau des prix (onglet n°2) et qui devra être également complété.</i>	40%

8.6 Méthode de notation des offres

Pour le critère prix, la note maximale de 10 sera attribuée à l’offre la moins chère (après élimination, le cas échéant, des offres anormalement basses) sur la base des quantités estimatives indiquées dans le bordereau des prix, les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre analysée} = \frac{\text{Note maximale (10)} \times \text{Prix de la meilleure offre}}{\text{Prix de l'offre analysée}}$$

La note du critère prix sera arrondie au dixième.

Pour les autres critères, une note sera attribuée au regard de l’échelle suivante :

- 0 = très insuffisant
- 2 = insuffisant ;
- 4 = peu satisfaisant ;
- 6 = assez satisfaisant ;
- 8 = satisfaisant ;
- 10 = très satisfaisant.

Les coefficients de pondération seront ensuite appliqués aux notes de chaque critère et sous-critère.

A l'issue de l'examen des offres, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées seront éliminées.

ARTICLE 9 - CONTENU ATTENDU DES DOSSIERS DE REPONSE

Les offres ainsi que les documents de présentation associés présentés par les candidats doivent être entièrement rédigés en langue française et les prix donnés en euros (€).

9.1 Pièces à remettre par le candidat

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces définies ci-après :

I. Pour la présentation du candidat :

1. Formulaire DC1 Lettre de candidature², **dûment complété, daté et signé** ;
2. Une déclaration du candidat faisant apparaître son chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2)¹ ;
3. La liste de références professionnelles du candidat dans le domaine objet de la présente procédure (entreprises, clients publics) vérifiables (nom et n° de téléphone de la personne à contacter) sur les trois dernières années ;

En cas de candidature présentée par un groupement momentané d'entreprises : les pièces 1, 2 et 3 ci-dessus doivent être remises par chaque entreprise cotraitante pour ce qui la concerne.

II. Pour la présentation de l'offre du candidat :

4. L'acte d'engagement de l'accord-cadre valant cahier des clauses administratives particulières (AE valant CCP), dûment complété, daté et **signé** ;
5. Le bordereau de prix fourni dans le dossier de consultation, dûment complété, daté et **signé** ;
6. Le cadre de réponse du mémoire technique du candidat détaillant la présentation du dispositif d'intervention proposé par le candidat, dûment complété, daté et **signé** ;
7. Un relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Si le signataire des documents remis dans l'offre n'est pas le représentant légal de la société :

8. La délégation de signature habilitant le signataire à remettre l'offre et/ou à engager la société ;

En cas de présentation de sous-traitant(s) pour l'exécution des prestations :

9. Le formulaire DC4³, dûment complété, daté et signé avec les justificatifs de la disposition des capacités du sous-traitant listés à l'article 3.2 ci-dessus (fournir un DC4 par sous-traitant).

9.2 Précisions sur la signature des documents remis dans l'offre

IMPORTANT : le signataire doit être une personne dûment habilitée à engager le candidat :

- **Le signataire doit être titulaire d'un certificat de signature électronique dans les conditions précisées à l'article 11 ci-dessous.**
- Il peut s'agir soit du représentant légal de la société, soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature signée par le représentant légal ;

² Les formulaires DC sont disponibles sur le site internet du ministère chargé de l'économie à l'adresse suivante : [Les formulaires de déclaration du candidat | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique](#)

³ Formulaire DC4 disponible sur le site internet du ministère chargé de l'économie à l'adresse suivante : [Les formulaires de déclaration du candidat | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique](#)

- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.
- Chaque document devant être remis avec l'exigence d'une signature électronique doit être signé individuellement
- En cas de fichier zippé : chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

10.1 Modalités de transmission des offres

Le dépôt des offres s'effectue exclusivement de façon dématérialisée sur la plate-forme « PLACE » :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

10.2 Informations relatives à la dématérialisation des offres

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site un « guide utilisateur » qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques de signature.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

10.3 Informations relatives à l'envoi d'une copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde le fait par LRAR à l'adresse suivante : **13, Place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01.**

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- En cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- En cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

ARTICLE 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Définitions :

« **signature électronique** » : désigne des données cryptées sous forme électronique, jointes ou liées logiquement à d'autres données électroniques et satisfaisant aux exigences posées par les articles 1366 et 1367 du code civil.

« **certificat électronique de signature** » : désigne un document sous forme électronique attestant du lien entre les données de vérification de signature électronique et un utilisateur.

« **chiffrement** » : désigne la technique permettant de transformer un message en clair en un message inintelligible afin de garantir sa confidentialité. Le certificat de chiffrement est fourni par la plateforme dont l'adresse est mentionnée ci-dessus, et mis à disposition automatiquement lors du dépôt de l'offre.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. Au certificat de signature électronique ;
2. A l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- La signature électronique qualifiée (niveau 4).

1^{er} cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- Sur le site de la commission européenne :
<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>).

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2^{ème} cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation - utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.